





questions qui ont passé jusqu'ici pour la quadrature du cercle, et qu'un des périls de la situation présente, l'antagonisme entre Paris et la province, le fossé profond creusé par les révolutions parisiennes, qui semble barrer la voie d'une politique de conciliation et de républicanisme sincère, se comblerait de lui-même si le risque des révolutions venait à être supprimé.

Comment, après le vote par lequel l'Assemblée, à une majorité de 400 voix adopte le projet de M. de Tréveneuc, la droite pourra-t-elle bouder encore Paris et le tenir en ostracisme? Quel motif plausible et acceptable en donnera-t-elle? A moins de faire valoir l'intérêt d'une sécurité personnelle — et ce serait lui faire injure que d'y penser, après ses déclarations solennelles — a-t-elle un seul argument à élever en faveur du séjour à Versailles? Elle n'en a pas.

On a remarqué que les seuls radicaux et les seuls bonapartistes se sont prononcés contre le projet de loi avec une unanimité instinctive. Une même pensée a-t-elle dicté le vote des amis de M. Gambetta et des partisans de Napoléon III? Il est permis à leurs adversaires de le supposer et de l'affirmer.

L'article 3, qui désignait primitivement le lieu de réunion pour les conseils généraux en cas de dissolution de l'Assemblée et réglementait le mode d'élection des députés chargés de composer la représentation intermédiaire, avait été le sujet d'un remaniement et se présentait sous une forme nouvelle à la seconde délibération.

Après avoir délibéré, la commission a renoncé à désigner spécialement une ville où se réuniraient les délégations des conseils généraux. On aurait ainsi favorisé une seconde tentative révolutionnaire qui, après avoir surpris l'Assemblée nationale dans la capitale, aurait pu simultanément investir l'Assemblée provisoire chargée de la suppléer, et d'exercer à son lieu, et place les droits de la souveraineté nationale. Une raison analogue lui a fait rejeter la nomination préalable des députés des conseils généraux, proposée par l'honorable M. Wallon. Si l'on obtenait ainsi l'avantage d'avoir un Parlement de rechange, toujours prêt, à portée, une sorte de coadjuteur sur le concours duquel on restait assuré, il arrivait en même temps que les conseillers élus pour ces fonctions redoutaient d'être d'avance désignés aux passions populaires et aux futures listes de proscription de la révolution triomphante.

Le projet de la commission, adopté par l'Assemblée, s'est donc contenté de décréter l'existence d'un pouvoir intermédiaire et transitoire, pour le cas où l'exercice de la souveraineté nationale par l'Assemblée légalement élue viendrait à être interrompu violemment par une surprise. Il a laissé aux circonstances et à l'inspiration du patriotisme le soin de choisir un lieu de réunion et d'écrire en temps opportun les décrets des Assemblées parlementaires.

La séance finit par une discussion sur la légende qui doit caractériser à l'avenir les cotes des contributions et rappeler à tous les Français le souvenir de leur défaite, de leurs malheurs, et il faut le dire aussi, de leurs fautes. On aimerait, pour cette raison, qu'elle fut aussi complète que possible.

## REVUE DES JOURNAUX

Nous le constatons avec regret : plusieurs de nos confrères, qui avaient, jusqu'ici, fait profession d'observer le plus scrupuleusement le pacte de Bordeaux, sont fatigués du provisoire et marquent une singulière impatience de vivre enfin sous un régime solennellement proclamé définitif.

Soient républicains ou soient monarchistes, s'écrit ce matin M. Robert Mitchell, dans le *Courrier de France*, mais au moins soyons quelque chose, et sortons de ce provisoire qui nous déconsidère et nous énerve.

Il importe que nous sachions sous quel régime nous vivons, ce qui est permis, ce qui est défendu. Il faut que l'armée sache quels sont les ennemis de l'ordre public; il faut que les préfets, les procureurs généraux, etc., sachent où sont les séditions et quelles sont les propagandes qu'il convient d'empêcher.

Il faut que les puissances de l'Europe sachent à quel point elles ont à faire et à quelle politique elles peuvent s'allier.

Il faut enfin qu'à l'échéance de 1874, la Prusse ne trouve plus dans l'incertitude de notre lendemain un prétexte pour prolonger l'occupation, intervenir dans nos affaires intérieures.

Constitutions, et que celui qui s'insurge contre les décisions de l'Assemblée soit traité en ennemi de son pays.

Constitutions immédiatement; il y va du salut de la patrie.

Que notre excellent confrère nous le pardonne : nous ne sommes pas de son avis, et nous attendons pour en être qu'il nous ait prouvé par des faits que « le provisoire nous déconsidère et nous énerve. » Le mal n'est point où M. Robert Mitchell le voit; le mal n'est point dans le nom que porte le régime sous

lequel nous vivons, mais dans l'application qu'en font nos gouvernants. On peut dire, sans beaucoup d'exagération, que nous n'avons ni pouvoir exécutif, ni ministère responsable, ni Chambre.

Le Temps établit très nettement ces trois points :

Nous n'avons pas de pouvoir exécutif régulier et efficace, parce qu'il manque d'un cabinet qui couvre sa responsabilité, le pouvoir est en toute occasion directement en jeu, mettant sa propre existence en question, risquant à chaque fois une sorte de va-tout.

Nous n'avons pas de cabinet, parce qu'un cabinet ne peut se former, ne peut exercer quelque indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif, et ne peut avoir une politique et la lui imposer, s'il n'y a pas, en dehors de lui, de force capable de le soutenir. Nous avons une république qui disant constitutionnelle et parlementaire, mais l'essence du régime parlementaire c'est le gouvernement de la Chambre exercé au moyen de ministres pris dans ses rangs et obéissant à ses instructions; or nous n'avons pas de Chambre, et c'est pourquoi nous n'avons pas de cabinet.

Nous n'avons pas de Chambre, parce que ce qui constitue un corps organisé, ce n'est pas la masse, c'est l'organisme; et ce qui fait un Parlement, ce n'est pas le nombre, ni même le talent ou la bonne volonté, c'est la régularité des opinions, l'unité, en d'autres termes, qu'il y ait une majorité, qui représente une politique suivie et qui serve de point d'appui au ministère.

La majorité actuelle, ajoute notre confrère, ne peut sérieusement prétendre à être considérée et traitée comme telle, parce qu'elle refuse ouvertement de concourir à l'œuvre commune, dans les conditions pratiques où celle-ci se présente; parce qu'elle ne perd pas une occasion de manifester sa haine et ses dédains pour la République dont elle devait contribuer à faire l'essai loyal, et d'affirmer son espoir de fonder quelque jour la monarchie.

Le mal de notre situation présente est là, non ailleurs. Le remède, c'est que la majorité actuelle se persuade de l'impuissance où elle est de faire autre chose qu'un aménagement plus intelligent et une expérience plus sincère de ce qui existe, et nous donne enfin, en même temps qu'un vrai parlement, un vrai ministère et un vrai pouvoir exécutif.

Si la Chambre est sage, dit le *Soir*, elle fera simplement ce qu'elle doit faire à la fin de la semaine, et elle s'occupera pas au programme législatif-monarchique des députés de la droite, programme qui n'a pas l'assentiment du comte de Chambord, et pour lequel les royalistes constitutionnels n'ont aucune espèce de sympathie. Elle décidera simplement et promptement que la République est le nom légal de la forme du gouvernement. Elle fera une loi électorale prescrivant le renouvellement partiel de l'Assemblée. Elle élèvera le président de la République dans les attributions d'un roi constitutionnel. Elle l'étayera d'un vice-président; puis, cela fait et promptement fait, elle pourra enfin pourvoir aux institutions du gouvernement, qui jouira enfin d'une existence officielle.

## LES 6,000 COMMUNES DES PONTS

Le colonel Gaillard, chef de la justice militaire au ministère de la guerre, a été entendu hier par la commission chargée d'examiner la proposition de MM. de Pressensac, Laboulaye et plusieurs de leurs collègues, relative à l'amnistie d'une catégorie d'individus poursuivis ou condamnés à raison de l'insurrection.

Il a donné à la commission les détails suivants, qui seront lus avec intérêt :

Il a été statué à l'égard de 24,046 prévenus. Sur ce nombre, 20,704 ont été mis en liberté à la suite d'ordonnances de non-lieu, 4,242 jugements ont été prononcés et se décomposent ainsi :

39 condamnations à mort, 88 aux travaux forcés, 341 à la déportation dans une enceinte fortifiée, 1,002 à la déportation simple, 470 à la détention, 21 à la réclusion, 184 à l'emprisonnement de trois mois et au-dessous, 54 à un emprisonnement de trois mois et au-dessus, 425 à un emprisonnement de plus d'un an, 80 au bannissement, 119 aux travaux publics, 1,012 acquittations.

Sur cette masse de personnes jugées, il y avait 25 0/0 de repris de justice et 3 à 4 0/0 d'étrangers.

Il y a eu en tout 11 évasions des prisons de Versailles, 3 des hôpitaux.

Dans les mêmes prisons de Versailles, 213 détenus sont morts.

Faisant une comparaison entre les procédés de la justice civile et de la justice militaire, le colonel Gaillard a rappelé que les tribunaux correctionnels et les cours d'assises avaient, de 1870, en 1870, 54 0/0 d'ordonnances de non-lieu, tandis que la justice militaire en 1871 en avait décerné 65 0/0.

Le colonel Gaillard a ajouté qu'à l'heure actuelle il n'y avait plus une seule ordonnance de non-lieu à décerner. Tous les dossiers sont examinés, et les 6,000 individus qui sont encore détenus devront être jugés par les conseils de guerre.

Il se peut que ces conseils réclament pour quelques-uns un supplément d'instruction, qui déterminera de nouvelles mises en liberté; mais ce sera très rare.

Il se mit à siffler un air de chasse, comme pour tuer le temps. L'air fini, il revint à ce qui le préoccupait si vivement.

— Je l'ai monté vingt fois, ce diable de Sillery, je sais ce qu'il vaut. Un arbre sec, à tronc tordu, lui avait fait une si belle peur, un soir d'hiver, qu'il m'avait jeté à terre tout de mon long. Le capitaine s'en méfia-t-il? Maudit cheval!

Au moment où il achevait ces paroles, le bruit d'une clé qu'on introduisait dans une serrure, se fit entendre. La porte s'ouvrit et laissa voir un homme dont les vêtements étaient imbibés de pluie.

C'était Jacques d'Artigues qui rentrait.

— A la bonne heure, en voilà déjà un de revenu! reprit Dominique, comme en lançant un à-part. Pourquoi que l'autre ne tarde pas!

— Horace est-il de retour? demanda l'autre.

— Pas encore, monsieur d'Artigues, répondit l'ancien soldat.

Et, tout en montrant sa lanterne :

— Je l'attends, comme vous voyez.

— C'est bien, c'est une bonne précaution par un si gros temps. Au reste, aussitôt que votre maître sera rentré, faites-le moi savoir, Dominique.

— Oui, monsieur, sans retard.

Jaques gagna son appartement d'un pas rapide, et la maison tout entière entra bientôt dans le silence où elle était un instant auparavant.

Le plus pressé est de me débarrasser de ces habits, dit-il à demi-voix; et tout haut : ils sont si mouillés!

Un coup d'œil jeté à la hâte sur la chambre à coucher de Clémence, voisine de la sienne, lui donna à comprendre que sa femme dormait, ou du moins qu'elle était assoupie.

La fatigue avait fini par l'emporter sur le désir d'être éveillé.

Un livre nouveau, entr'ouvert, négligemment jeté sur le lit, près de l'oreiller, témoignait

## OBSEQUES DE M. CONTI

Les obsèques de M. Conti, député de la Corse, ancien sénateur, secrétaire et chef du cabinet de l'empereur Napoléon III ont eu lieu aujourd'hui, vendredi, à l'église Saint-Augustin.

Le cortège est parti à midi de la maison mortuaire, boulevard Malesherbes, n° 101. M. Poglietti, gendre du défunt, conduisit le deuil. MM. Rouher, ancien président du Sénat et Gavini, députés de la Corse et M. le général Martin des Pallières tenaient les cordons du poêle. Derrière marchaient la famille, les anciens fonctionnaires du cabinet et de la maison de l'empereur, la députation de l'Assemblée nationale, dans laquelle on remarquait MM. le baron Eschassériaux, de Tréveneuc, le comte de Chaudry, le comte de Béthune, le baron de Jouvencel, le marquis de Mornay, Jozon, le marquis de Grammont, Martel, Vente, auxquels s'étaient joints un certain nombre de leurs collègues.

Plusieurs membres de l'ancien Sénat et de l'ancien Corps législatif étaient présents.

Un grand nombre d'écrivains et de journalistes assistaient également au service. L'église de Saint-Augustin ne pouvait suffire à contenir la foule, qui s'est vue obligée de stationner en partie sur la place.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

Après l'absoute, qui a été donnée par M. le curé de Saint-Augustin, le char funéraire s'est dirigé vers la gare de Lyon, où le corps du défunt doit partir pour Ajaccio où l'attend une sépulture de famille.

Un bataillon de la ligne était commandé pour la cérémonie. M. Conti était grand-officier de la Légion d'honneur.

## LES ABATTOIRS DE PARIS. — UNE HEUREUSE INNOVATION.

La peste bovine fait, depuis quelque temps, surveiller les abattoirs avec une sévérité et une attention toute particulière. Par ordre du préfet de police, deux vétérinaires inspecteurs délégués viennent de s'y installer à poste fixe, avec mission d'examiner scrupuleusement tout bétail qu'on y amène. Lors qu'un bœuf a été déclaré par ces inspecteurs bon pour la consommation, on le marque avec de la craie rouge et on le livre aux assommoirs. La même précaution est prise pour les moutons.

Nous devons constater du reste que, jusqu'ici, un nombre très restreint d'animaux atteints par l'épidémie ont été amenés aux différents abattoirs de Paris. Des poursuites peuvent être exercées, et des peines diverses prononcées, depuis l'arrestation jusqu'à la prison, contre quiconque conduira à l'abattoir des animaux malades. La préfecture de police ne borne pas là, du reste, ses précautions : les inspecteurs de la boucherie, dont le nombre a été sensiblement augmenté, parcourent tous les jours la plus grande partie des boucheries de Paris, examinant la viande et dressant procès-verbal au moindre symptôme de mauvaise qualité. Aux Halles centrales, ce service est régulièrement fait tous les matins, dans toutes les boutiques. Les contraventions sont du reste encore beaucoup plus rares qu'aux abattoirs.

LE JARDIN DES PLANTES

Nous avons visité hier le Jardin des Plantes, et nous avons constaté qu'il était redevenu ce qu'il était avant la guerre. Les nouveaux hôtels dont nous annonçons l'arrivée l'autre jour, sont aujourd'hui complètement installés, et semblent très habitués à leur nouveau logis, excepté un léopard grinchu qui ne cesse de pousser, toute la journée, des rugissements féroces. Les nouvelles attractions demandent déjà du pain avec une effronterie des plus civilisées. C'est la collection d'oiseaux qui est encore la plus incomplète. Les aigles et les condors mis à la broche pendant le siège ne sont que partiellement remplacés, et les cages à perroquets, presque vides, sont hantées la nuit par les spectres des malheureux aras rôlés à la même époque.

Les travaux de restauration ne sont pas terminés du reste, car les ouvriers sont encore occupés au grand amphithéâtre que Buffon fit construire en 1782. On continue également les travaux de la nouvelle galerie des reptiles, qui sera un véritable paradis pour les serpents. Elle est construite sur assises de pierres d'un mètre de hauteur, surmontées d'une armature en fonte. Les vitres seront des glaces énormes d'une très grande épaisseur.

LA LANTERNE DE DIOGÈNE

La lanterne de Diogène, qui fut si chère aux Parisiens, et qui a été détruite pendant le siège, sera définitivement reconstruite sur le même modèle. Les travaux commenceront dans quelques jours.

On sait que cette lanterne est la reproduction exacte d'un petit édifice en marbre encore visible de nos jours à Athènes, et dont nos compatriotes, établis dans cette ville, firent l'acquisition en 1693. M. de Choiseul en avait rapporté quelques moulages en plâtre, et les architectes Legrand et Molinos firent exécuter une imitation de ce petit temple, qui fut grandement admiré à l'exposition des produits de l'industrie française du Louvre, en 1800.

Le ministre de l'intérieur Chaptal fit hommage de cette œuvre au premier consul, qui la fit placer à Saint-Cloud par les soins de M. Pontaine. Elle y figurait un phare dont la clarté annonçait à la capitale la présence du chef de l'Etat à Saint-Cloud.

Le nom de ce monument était la Lanterne de Démétrios. Le peuple, ne connaissant pas Démétrios, trouva tout naturel de l'appeler la Lanterne de Diogène.

LE GRAND ESCALIER DU NOUVEAU OPÉRA

Les travaux du nouvel Opéra se poursuivent, mais avec assez de lenteur. Les ouvriers sont surchargés, en ce moment, autour du grand escalier. Les marches de cet escalier, qui est à deux revêtements, sont toutes en marbre blanc; la balustrade est en marbre de différentes natures; la tablette qui la surmonte est en onyx, ou marbre d'Algérie. Cette pierre est une variété de l'agate. L'emploi de ce marbre, dans le nouvel Opéra, est un nouveau triomphe sur la routine. Jusqu'ici, en effet, l'onyx ne prenait place que dans nos riches collections, mais n'était point recherché dans le commerce et n'avait pas de prix déterminé.

Grâce à M. Garnier, l'habile architecte du nouvel Opéra, l'onyx, comme la mosaïque, va pouvoir être employé à des prix raisonnables. Au premier palier se trouve une large porte qui conduit à l'amphithéâtre. Cette porte est décorée de deux cariatides en marbre de différentes couleurs; elles sont l'œuvre de M. Thomas. La cage de l'escalier se compose de piliers auxquels sont adossées deux

colonnades en marbre des Pyrénées, supportant des arcades sculptées. Dans la grande voûte, au-dessus de l'escalier, on remarque quatre grands motifs sur toile dus au pinceau de M. Pils.

UNE ARRESTATION

Un des officiers supérieurs les plus compromis dans l'insurrection communarde était à coup sûr le sieur Jean-Baptiste Boizard, tonnelier, demeurant rue de Bercy, un des aides de camp de Dombrowski, qui a assisté à presque toutes les sorties, et avait été chargé, dans la fameuse sortie sur Versailles, d'accepter la remise du mont Valérien des mains du commandant qui s'y trouvait alors. Tout n'a qu'un temps, malheureusement, et la route l'arpentier est près du Capitole; hier, les agents de la sûreté consignent au poste de Bercy, l'aidant ensuite écrouer au dépôt de la préfecture de police, et ex-communard, qui aura à répondre à la justice militaire de quelques délits de droit commun commis par lui en dehors de ses attributions militaires. Ce misérable a été arrêté à la suite d'un mandat d'arrestation décerné par M. le juge d'instruction de Loverdo.

UN SUICIDE EXTRAORDINAIRE

Le sieur Albert F..., domicilié 83, avenue de Paris, donait depuis quelque temps des signes d'aliénation mentale. Depuis deux jours ses voisins ne l'avaient pas vu descendre de sa mansarde. Hier, on se décida à enfoncer la porte, et on le trouva gisant dans une mare de sang. Le malheureux s'était, deux heures auparavant, coupé avec un rasoir les veines des quatre membres comme Caton d'Utique. Il n'était pas tout fait mort. On appela immédiatement un médecin, le docteur B. lillois, qui lui prodigua les premiers soins; mais on n'espéra de le sauver.

ACCIDENTS ET SUICIDES

Hier, on a découvert, rue du Chemin du Moulin, une petite fille de six ans, qu'une concierge tenait enfermée depuis quelque temps dans un souterrain. Cette pauvre petite a été rendue à sa mère, la dame Vianier, propriétaire rue de Chambéry, 12. Une instruction se poursuit en ce moment sur cette étrange découverte.

Hier soir, sur la berge du canal Saint-Martin, le sieur Auguste Landelet, âgé de onze ans, déconvoit flottant dans le vide le cadavre d'un individu qui venait de se pendre sur la berge, à un des anneaux du parapet. Ce malheureux, paraissant âgé d'environ soixante ans, ne donnait plus aucun signe de vie, et M. Compère, commissaire de police du quartier, après les constatations d'usage, fit transporter le cadavre à la Morgue.

— La demoiselle Maria S..., demeurant rue du Pont







